

le pamphlet

P É R I O D I Q U E I N D É P E N D A N T

Editorial

Je le disais au passage dans mon dernier éditorial: il est injuste de taxer l'ensemble des enseignants vaudois de fainéantise sous prétexte que les écoliers bénéficient de longues vacances – quatorze semaines.

Il faut savoir que les enseignants, comme les autres employés du secteur public, bénéficient de cinq à six semaines de vacances selon leur âge. Les huit à neuf semaines restantes sont censées être consacrées à des activités professionnelles – préparation de cours, perfectionnement, initiation à de nouvelles méthodes et à de nouvelles terminologies, conférences des maîtres de début et de fin d'année scolaire, notamment.

Il faut reconnaître que les maîtres qui, dès le début de leur carrière, préfèrent la routine au renouvellement s'offrent des vacances plus longues que les autres. Il en va de même pour les vieux routiers de l'enseignement, qui n'ont plus grand-chose à découvrir.

Il ne s'ensuit pas que l'ensemble du corps enseignant vaudois soit constitué de fainéants.

Il est un aspect de la profession que ses détracteurs négligent toujours: la tension nerveuse croissante à laquelle sont soumis les maîtres du fait que leur autorité est de plus en plus battue en brèche non seulement par les enfants, dont le développement harmonieux prime la nécessité d'un minimum de discipline, mais aussi par les parents, qui ne sont plus depuis longtemps les partenaires des maîtres primaires ou secondaires, mais les adversaires de ceux-ci quand, par malheur, leur précieux rejeton rencontre des problèmes à l'école. Si on ajoute à cela que certains directeurs d'établissement négligent de soutenir leur personnel enseignant, on se trouve devant une situation qui, à elle seule, justifierait des vacances prolongées, ne serait-ce que pour éviter les congés maladie causés par des dépressions nerveuses.

Mais ce n'est pas tout. Il y a quelques années, la mode pédagogiquement correcte a engendré l'«école inclusive», qui veut que soient accueillis dans les classes ordinaires les enfants souffrant de handicaps divers –

ou «élèves à besoins spécifiques» selon un document qui est un modèle de jargon pédagogique¹.

Concrètement, les «élèves à besoins spécifiques» assistent aux mêmes cours que les autres écoliers, mais accompagnés d'enseignants spécialisés, qui les aident à nouer des contacts avec leurs camarades et à comprendre, pour ceux qui souffrent d'un retard intellectuel, ce qu'enseigne le maître d'école.

1

En principe, les classes n'accueillent pas plus d'un «élève à besoins spécifiques» à la fois. On peut néanmoins imaginer la tension supplémentaire que peut représenter, pour un enseignant, l'obligation de dispenser ses cours – ou plutôt, de nos jours, d'animer sa classe – en présence de spécialistes qui, *volens nolens*, exercent une surveillance sur son travail et son attitude face à l'inclusion.

On se trouve devant un monument d'absurdité.

Premièrement: si l'inclusion en classes ordinaires d'élèves «différents» ne pose aucun problème

chez les petits enfants, qui se moquent comme d'une guigne des «besoins spécifiques», il semble que les choses changent au fur et à mesure que les jeunes handicapés grandissent, et qu'ils souffrent toujours davantage de ne pas être «comme les autres» dans un milieu scolaire qui accentue les différences².

Deuxièmement: au nom des excellentes intentions dont est pavé le chemin de l'enfer – surtout quand les paveurs ne connaissent rien aux enfants –, on impose aux enseignants des conditions de travail impossibles.

Troisièmement: au nom des mêmes excellentes intentions, on oblige les écoliers sans «besoins spécifiques» à subir les inévitables adaptations propres à faciliter l'«intégration» de camarades qui ne la souhaitent même pas.

Tout le monde est perdant dans cette affaire, sauf les «spécialistes», qui d'ici peu ne se consacreront plus seulement au soutien des «élèves à besoins spécifiques», mais aussi à celui des maîtres dégoûtés et des élèves sans «besoins spécifiques» sacrifiés.

Afin de terminer sur une note un peu gaie, je signale que l'humoriste Claude-Inga Barbey a consacré au calvaire des enseignants une vidéo désopilante³.

Pressons-nous de rire de tout de peur d'être obligés d'en pleurer.

Mariette Paschoud

¹<https://www.vd.ch/themes/formation/enseignement-obligatoire-et-pedagogie-specialisee/concept-360>.

²<https://www.rts.ch/play/tv/mise-au-point/video/le-pari-de-lecole-inclusive?urn=urn:rt:video:13684201>.

³<https://www.koreus.com/video/manuela-retourne-ecole.html>.

La chronique irrégulière du libéral

Nul besoin d'envahir l'Ukraine pour réveiller la peur en Occident. La lecture d'un article paru dans *Le Temps* du 21 février 2023, en page 19, est amplement suffisante. On y apprend que les romans pour enfants de Roald Dahl ont subi une réécriture par, je cite, «un collectif spécialisé dans l'inclusion et l'accessibilité dans la littérature enfantine».

C'est parfaitement effrayant: les ayants droit ont accepté de modifier certains passages des romans de Dahl dans le but de mieux correspondre à la norme actuelle. Ainsi, afin de «mieux coller aux

sensibilités contemporaines», le terme «extrêmement gros», qui désignait un personnage dans *Charlie et la Chocolaterie*, se retrouve remplacé par «énorme». Ne me demandez pas en quoi ce serait plus acceptable, et quand bien même ce le serait: comment peut-on admettre la réécriture d'un roman? La réédition interdit la cape «noire» (mon Dieu, horreur, Dahl a osé qualifier ainsi cette capel!) et on nous explique que, à la suite d'un choc terrifiant, l'on ne devient plus «blanc», mais que l'on «pâlit». Blanc et noir sont devenus des mots interdits, hautement séditieux. Nos pauvres enfants, présumés in-cultes, ne

sauraient lire que les fameux «Oompa Loompas» pussent être décrits par l'auteur comme des pygmées noirs. Raciste, évidemment. Je vous épargne la liste des modifications imposées par les censeurs, tant elles sont hallucinantes, mais ne résiste pas à une dernière: une héroïne ne lit plus du Rudyard Kipling, remplacé, pourquoi pas, par du Jane Austen.

Le Pamphlet

Case postale 998, 1001 Lausanne

courrier@pamphlet.ch

CCP:10-25925-4

Directeur de publication:

Michel Paschoud

ISSN 1013-5057

Il s'agit ici, nous explique-t-on, de promouvoir la représentativité des auteurs féminins plutôt que masculins. Logique.

Cet article apparemment anecdotique et fort discret n'est pas à prendre à la légère. Je pensais

naïvement que la littérature, fût-elle pour enfants, était éternelle. Je considérais comme un acquis définitif que ce qui avait été écrit demeurerait fixé à jamais, témoignage préservé d'une époque, d'un style, d'un auteur. Mais

c'était sans compter que notre civilisation, qui se dit bien-pensante, s'arroge des droits inédits sous couvert de la doxa du politiquement correct. Terrible constat: on s'autorise à s'attaquer au permanent.

Bricole

Dévalorisation

A l'heure où je rédige ces lignes, les Chambres fédérales sont en pleine activité et, comme il faut bien qu'elles justifient leur existence, elles s'occupent de tout et du reste.

Début mars, le Conseil national, sous prétexte de lutter contre la pénurie d'enseignants, a accepté une motion qui permet aux titulaires d'une maturité professionnelle d'accéder aux Hautes écoles pédagogiques (HEP) sans examen ni année préparatoire. Je m'en réjouis pour eux, mais cette décision me laisse perplexe.

Ou bien les exigences imposées jusqu'ici aux détenteurs d'une maturité professionnelle désireux de se diriger vers l'enseignement étaient inutiles, voire abusives, et ceux qui y ont été soumis seraient en droit d'en concevoir de l'amertume.

Ou bien ces exigences étaient justifiées et leur disparition annonce une baisse de la qualité de l'enseignement.

Les esprits chagrins pourront toujours alléguer que ladite qualité ne saurait baisser beaucoup encore.

Il n'en reste pas moins que la mesure constitue, outre une violation du fédéralisme, une dévalorisation des diplômes décernés par les HEP.

Et si, au lieu de poser des emplâtres sur des jambes de bois, on s'inquiétait des causes de la pénurie?

Il n'y a pourtant pas à chercher bien loin.

M.P.

La gravité de cette réécriture dépasse le simple respect que l'on devrait accorder à l'auteur. Un «collectif» (quel mot merveilleux!) prétend décider de quelle manière les enfants sont censés être instruits. Alors qu'il y aurait lieu de se réjouir du simple fait qu'ils lisent, on préfère les prendre pour des abrutis en dénaturant au passage les œuvres d'un écrivain qui n'est plus là pour se défendre. Cette censure exclut toute possibilité de se forger une³ libre opinion sur les écrits de ce brave Dahl, en admettent que ce soit vraiment nécessaire, qui a commis le crime de ne pas être suffisamment inclusif.

Les dictateurs communistes ou nationaux-socialistes du vingtième siècle avaient la décence de brûler les livres qui ne correspondaient pas à leur idéologie. Notre temps fait mieux, il les réécrit.

Lamentable.

Arnaud Etienne

Ne dites pas...

Ne dites pas: «Le 8 mars, des milliers de malheureuses opprimées sont descendues dans les rues pour célébrer la journée internationale des droits des femmes.» Dites: «Le 8 mars, des milliers de malheureuses opprimées sont descendues dans les rues pour célébrer la journée internationale des droits des femmes.»

L'ONU a institué quelque deux cents journées mondiales ou internationales.

Le 11 février, on célèbre la journée internationale des femmes et des filles de science.

Le 8 mars, nul ne peut plus l'ignorer, on célèbre la journée internationale des droits des femmes.

Le 10 mars, on célèbre la journée internationale des femmes juges.

Le 23 juin, on célèbre la journée internationale des veuves.

Le 15 octobre, on célèbre la journée internationale des femmes rurales.

Le 25 novembre, on célèbre la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

Les messieurs, eux, à moins d'être homosexuels ou «transgenres»,

n'ont droit à la sollicitude des instances onusiennes que s'ils appartiennent à des catégories telles que les gens de mer, les personnes handicapées, les autochtones ou les peuples des territoires non autonomes. En tant que personnes, ils comptent donc moins que les légumineuses, le vol spatial habité, le thon ou les oiseaux migrateurs, qui tous ont droit à leur journée.

En fin de compte, les hommes «cisgenres» constituent eux aussi une minorité opprimée.

Le pinailleur

Les armes sismiques existent-elles?

En Suisse, des chercheurs viennent de publier une étude démontrant que des tremblements de terre pourraient causer des dégâts matériels et humains considérables, surtout dans les zones urbaines. Ces conclusions scientifiques corroborent assez largement celles auxquelles n'importe qui peut parvenir en consultant pendant quelques instants les vidéos terribles qui circulent sur Instagram, montrant, dans le sud-est de la Turquie, des immeubles de toutes tailles et de tous âges s'effondrant

sur eux-mêmes et sur les autres, les uns après les autres et dans des nuages de poussière, ne laissant que d'immenses montagnes de décombres.

Le 4 mars dernier, le blogueur français Idriss Aberkane a publié sur *Youtube*¹ une vidéo au titre accrocheur, «Les armes sismiques existent-elles?», qu'il a apparemment modifié ensuite par une formule plus neutre: «Comment analyser la situation en Turquie et en Syrie?» Idriss Aberkane est catalogué comme

complotiste depuis la crise du Covid, ce qui nous le rend a priori plutôt sympathique. Sur *Wikipedia*, il est accusé d'avoir quelque peu gonflé son *curriculum vitae* et de s'exprimer sur des matières scientifiques qu'il ne maîtrise pas; ces accusations, si elles sont fondées, le ramènent peu ou prou au même niveau que beaucoup d'autres scientifiques. Lorsqu'on l'écoute, on devine chez lui une vive intelligence, ce qui n'est pas pour nous déplaire, mais aussi une grande assurance et une

Bricole

Sexisme

Au soir du 8 mars, journée des droits des femmes, Mme Isabelle Moret, chef du Département de l'économie, de l'innovation, de l'emploi et du patrimoine du canton de Vaud, participait à une rencontre entre des représentants de l'armée suisse et des chefs d'entreprise vaudois, à Crissier. Pour une raison que j'ignore et qui, d'ailleurs, ne m'intéresse pas, les participants se sont vu offrir des cadeaux: du vin pour les messieurs, des fleurs pour Mme Moret.

Cette dernière s'est élevée contre ce présent «sexiste» et a obtenu qu'il soit échangé contre du vin.

Je comprends que notre conseiller d'Etat préfère le vin aux fleurs. Toutefois, en dépit de la date, cette manifestation de féminisme borné me paraît déplacée et discourtoise.

Tant qu'à manquer aux règles de la politesse, Mme Moret aurait mieux fait d'obtenir que tous les messieurs reçoivent des fleurs à la place de vin. Mais pour cela, il eût fallu qu'elle fût dotée du sens de l'humour, qualité qui fait toujours défaut aux militants de toutes les causes à la mode.

M.P.

envie de dominer intellectuellement son auditoire, ce qui nous incite à la prudence.

Dans la vidéo en question, M. Aberkane commence par rappeler que la notion de complotisme est souvent utilisée pour décrédibiliser certaines thèses qui se révèlent ensuite véridiques, ou tout au moins défendables – par exemple l'origine potentielle humaine du coronavirus. Il a raison, mais il aurait aussi pu ajouter que toutes les thèses «complotistes» ne se vérifient pas pour autant et que certaines d'entre elles restent encore et toujours invraisemblables; il faut faire travailler son intelligence pour distinguer les théories intéressantes de celles qui ne le sont pas.

M. Aberkane évoque ensuite une thèse qui nous était inconnue jusque-là: des personnes se demandent si le tremblement de terre qui a dévasté en février des régions de la Turquie et de la Syrie pourrait avoir une origine humaine. Le maire d'Ankara, mais aussi une députée roumaine, auraient accusé les Etats-Unis d'utiliser des armes sismiques. Tout le message d'Idriss Aberkane tourne autour de l'idée qu'il ne faut pas s'interdire d'envisager une telle théorie par peur de passer pour complotiste. Il se refuse à affirmer que cette théorie est juste ou fausse et se contente de déclarer que l'utilisation d'armes

sismiques est possible – en rappelant certains programmes de recherche aussi fous qu'inquiétants que des agences américaines ou autres ont tenté de développer au cours de l'histoire. Et de conclure: *Ne laissez jamais personne enfermer votre esprit ou confiner votre pensée!*

Cette conclusion est la sagesse même. Mais M. Aberkane devrait savoir qu'il y a, parmi les gens qui l'écoutent et qui s'intéressent aux thèses «complotistes», des personnes qui se sentent tellement grisées à l'idée de dévoiler un complot qu'elles refusent inconsciemment d'envisager la possibilité qu'il n'y ait, parfois, aucun complot. C'est précisément une forme de *confinement de la pensée*. On a le droit de s'intéresser aux théories à contre-courant, surtout quand elles sont critiquées par l'officialité *mainstream*; mais l'objectif doit être de connaître la vérité, peu importe qu'elle se trouve du côté des complotistes ou de celui de l'officialité *mainstream*. Il y a des situations où les choses ne sont pas ce qu'elles semblent être, mais aussi d'autres où elles sont réellement ce qu'elles semblent être. En l'occurrence, la vidéo de M. Aberkane soulève une question intéressante, mais elle ne va pas au fond des choses et nous laisse sur notre faim. Nous ne doutons pas de la perversité des Américains, ni de leur aptitude à

développer des armes répugnantes, ni de leur animosité à l'égard d'une Turquie menant une politique trop indépendante. Mais il nous semble peu vraisemblable qu'ils aient réussi à développer, puis à mettre en fonction, sans que personne ne vende la mèche, une arme capable de

déclencher une secousse sismique de grande amplitude, non à l'échelle d'une ville ou d'une petite région, mais sur plusieurs provinces totalisant plus de 100'000 kilomètres carrés. Il nous semble aussi peu vraisemblable qu'ils aient privilégié une solution aussi complexe, alors

qu'il en existe d'autres plus simples. Que les révolutions de couleur soient téléguidées par Washington ne fait guère de doute. Pour les tremblements de terre, ça reste à démontrer.

Pollux

¹ <https://www.youtube.com/watch?v=kR9HRYhm4Ys>

Valérie Dittli dans le viseur de la gauche

La jeune conseillère d'Etat vaudoise est dans la ligne de mire de la presse et de la gauche. Elue en avril 2022, à la surprise générale, la sienne incluse, la Zougoise de 30 ans, qui a fait perdre un siège au parti socialiste, se retrouve au centre d'une polémique aux proportions dantesques à propos de

ses changements de domiciles fiscaux entre Lausanne et Zoug.

Interviewée à la radio dans l'émission «Drôle d'époque» et à la télévision dans l'émission «Forum», la jeune femme explique que ses mouvements sont simplement dus aux circonstances de sa vie privée. Malgré l'insistance agressive des journalistes qui tentent de lui faire cracher des aveux de culpabilité, ce qui l'ébranle visiblement, elle tient ferme et ses explications sont convaincantes.

Première étape, elle vient à Lausanne dans le cadre de ses études de droit, afin d'y faire son doctorat à 50%, ce qui lui permet de maintenir son domicile chez ses parents. Lorsqu'elle se présente aux municipales à Lausanne avec «Le Centre», elle se domicilie dans le canton de Vaud. Après la défaite et ayant terminé ses études à l'UNIL, elle rentre en Suisse allemande, où elle imagine son avenir professionnel. Finalement, elle revient au bord du

Léman et parvient à faire basculer la majorité de gauche du Conseil d'Etat vers un équilibre qui n'est pas du goût de tout le monde.

Et le problème est probablement là. Qu'est-ce que c'est que cette gamine à l'accent bourbine, qui se promène avec un Perfecto et qui vient semer la crème dans le sérail politique vaudois? Non mais, pour qui se prend-elle? On va lui montrer!

C'est la RTS qui met le feu aux poudres en révélant le scandale: la grande argentièrè vaudoise est coupable d'avoir pratiqué le tourisme fiscal. Moi qui croyais que le tourisme fiscal était une activité destinée aux abominables riches, dans l'objectif de réduire une imposition trop lourde. Mais il semble que tout le monde puisse s'y adonner, doctorants à 50% désargentés inclus!

De qui se moque-t-on, franchement? Quelle pauvre image donnez-vous de la politique vaudoise, vous les journalistes qui

Citation

A propos des efforts consentis en faveur de la parité hommes-femmes:

Bizarrement, similaire effort n'est jamais proposé au profit des étages moins privilégiés de l'échelle sociale; l'on s'inquiète en effet peu de la distribution des sexes dans les équipes de bûcheronnage ou dans le services de la voirie.

Olivier Moos, *La Nation* 2221, 24 février 2023.

vous prêtez à ce genre de mascarade, vous les politiciens qui en arrivez à de telles bassesses pour évincer un adversaire qui vous a vaincus à la loyale? On se plaint

du manque de relève en politique, mais ce n'est pas en donnant ce genre d'exemple qu'on va l'attirer.

Cessez vos manigances, retrousssez vos manches, apprenez à

négocier et mettez-vous au travail! C'est pour cela que vous avez été élus, que vous êtes payés, et c'est ainsi que le système a été pensé.

Michel Paschoud

Les péchés de Valérie

La gauche, parangon de vertu politique, pousse des cris d'orfraie face au double crime inexpiable du chef du Département des finances et de l'agriculture vaudois, Valérie Dittli. Elle reproche à cette dernière d'avoir pratiqué le «tourisme fiscal» en se domiciliant alternativement dans les cantons de Vaud et de Zoug selon ses activités, et de s'être parée du titre de docteur en droit, alors que sa thèse de doctorat, soutenue avec succès il y a deux ans, n'a pas été publiée ni déposée à la Bibliothèque cantonale et universitaire.

Une enquête confiée à un expert fiscal étant en cours et Mme Dittli ne s'étant pas exprimée sur la question de son doctorat au moment du délai rédactionnel du *Pamphlet*, il ne m'est évidemment pas possible de commenter le fond de cette affaire. Il y a néanmoins des choses à dire sur la méthode utilisée par les adversaires de la conseillère d'Etat élue le 10 avril 2022.

Pour commencer, il faut tenter d'expliquer pourquoi personne, y compris à gauche, ne s'est donné la peine de fouiner dans la vie de Valérie Dittli **avant** son élection au Conseil d'Etat. L'hypothèse la plus plausible est que tout le monde croyait dur comme fer que ses chances d'accéder au Château étaient aussi grandes que celles du chansonnier Ted Robert ou du «complotiste» François de Siebenthal en leur temps, c'est-à-dire nulles. Or, à la stupéfaction générale, la candidate Dittli, membre du parti Le Centre – qui, comme son nom l'indique, n'est en principe pas un parti de gauche –, a été élue, alors que la conseillère d'Etat socialiste Cesla Amarelle était renvoyée à ses chères études par l'électorat, au grand dam de la gauche vaudoise.

Il a fallu onze mois pour qu'éclate le «scandale», bien entendu aussitôt amplifié par la presse. Il faut croire que la vie de Mme Dittli donnait peu de prise à la critique et que les «enquêteurs» ont dû racler les fonds de tiroir pour déguster de quoi la clouer au pilori.

Quelles que soient les circonstances, essayer de détruire un individu par une campagne de dénigrement est une méthode de voyous. J'espère que le Conseil d'Etat et les autres soutiens du chef du Département des finances et de l'agriculture ne flancheront pas. Par chance, ledit chef est une femme pourvue d'un compagnon «cisgenre». Ses adversaires ne pourront donc pas lui envoyer dans les gencives une imparable accusation de viol ou de harcèlement sexuel dûment étayée par le témoignage d'une femme victime de sidération.

Pour conclure, je rappelle à la gauche indignée qu'elle n'y regarda pas de si près quand, en 1993, la socialiste Ruth Dreifuss, qui payait ses impôts dans le canton de Berne, se domicilia en catastrophe dans une case postale genevoise pour pouvoir accéder au Conseil fédéral en tant que citoyenne du canton du bout du lac.

M.P.

Les positions énergétiques et climatiques d'economiesuisse sont-elles utiles?

Il faut saluer l'effort que fait economiesuisse pour analyser la situation de l'approvisionnement énergétique du pays dans un contexte de pénurie annoncée et aggravée par des objectifs soi-disant climatiques dont il est certain qu'ils ne sont pas atteignables. Les analyses présentées sont pertinentes et bien faites. Néanmoins, il faut se demander si les lacunes et les non-dits que l'on décèle dans cette abondante documentation ne sont pas plus importants que ce qui est présenté.

Rien n'est particulièrement original dans sa bonne [présentation de l'essentiel](#). Un point intéressant qui mériterait d'être développé parce que stratégiquement important est que la valeur ajoutée de l'industrie et des services en Suisse a augmenté de 53% entre 2000 et 2021 alors que les services n'ont augmenté leur consommation d'électricité que de 7,9%, l'industrie l'ayant même diminuée de 2,7%.

En confirmation de mon essai sur [l'approvisionnement électrique de la Suisse](#), et si l'on désire vraiment décarboner nos activités, il est correctement affirmé que la fourniture en électricité devrait passer de 60-65 TWh par année à

80-90 TWh/a en 2050, dont 40-50 TWh/a issus de nouvelles installations, dont celles qui devraient remplacer les centrales nucléaires actuelles.

Ce qui déçoit de cette institution qui, alors qu'elle s'appelait le «Vorstand», dictait en grandes parties la politique économique du pays, ce sont les déficiences de ses propositions. Ainsi, à la fin de l'introduction à la [section énergie et environnement de son site internet](#) on peut lire:

Nous défendons un approvisionnement en énergie fiable, avantageux et respectueux de l'environnement, indépendamment du choix des technologies à utiliser. Cela passe aussi par le maintien de la Suisse dans le marché de l'électricité européen.

L'une des fautes majeures de la politique énergétique officielle est de faire des choix technologiques qui nous mènent à la ruine, en particulier la promotion monomaniaque des dites renouvelables qui ne le sont pas. Pourtant, economiesuisse évite de prendre une position critique et de parler du gorille que l'on ne veut pas voir: la technologie nucléaire, pourtant la seule décarbonée qui permette de poursuivre résolument la réduction des émissions de CO₂ et de

satisfaire la demande de courant tout au long de l'année. Si les choix doivent concerner simultanément des exigences climatiques, environnementales, sociales et économiques, alors la conclusion est que, faute de mieux et pour encore bien des décennies, la solution nucléaire est de loin la moins mauvaise, même si elle ne pourra être réalisée que tard et avec difficulté. Ménager la chèvre écologiste ne permet pas vraiment de faire prospérer les choux dont on a besoin, bien au contraire!

L'appel au maintien de la Suisse⁸ dans le marché européen de l'électricité est aussi équivoque car ce marché n'est pas destiné à offrir longtemps des surplus sur lesquels notre pays compte désormais pour s'approvisionner en hiver. Il n'aura pas non plus des besoins à satisfaire lorsque, en été, notre production restera excédentaire. Bien sûr, il est nécessaire de rester bien interconnecté au sein du réseau continental, et ce d'autant plus que le nôtre est utile à nos voisins pour s'interchanger du courant à chaque instant. Il est pourtant naïf de s'imaginer un marché ouvert, concurrentiel et honnête alors que chaque Etat membre poursuit une stratégie énergé-

tique plus folle que l'autre, avec une Commission européenne qui en rajoute. S'il faut y participer, ce n'est qu'avec des pincettes.

La faiblesse, voire l'absence, de sérieuses considérations financières doit également être relevée. Si l'on peut comprendre, sans approuver, que l'administration, le secteur électrique et les promoteurs des renouvelables évitent sciemment d'en parler, il est plus étonnant qu'economiesuisse reste si peu diserte à ce sujet. Il faudra pourtant construire de quoi fournir les 50 TWh/a mentionnés plus haut, y compris l'extension du réseau, les installations de stockage et les adaptations aux usages. Qui est disposé à investir alors que seules des incantations

sont prononcées, avec des lois imbéciles car inexécutables qui sont promulguées en conséquence?¹ Aucun réel ne saurait découler de ces illusions virtuelles.

Les questions sont pourtant très concrètes: qui financerait quoi, combien, comment, pourquoi et à quelles conditions? Or on constate que les projets annoncés n'ont pas de capitaux, même ceux de km² de panneaux solaires alpins (sans parler des adaptations du réseau et des mises en stock). Exception due à l'urgence: une centrale d'appoint au gaz! Ce n'est bien sûr pas en garantissant des prix préférentiels ou des priorités à l'injection dans le réseau d'une production plutôt qu'une autre que des conditions

cadres convenables et durables seront créées pour l'investissement. Aucune idée n'est bonne à financer si elle reste irréalisable.

Il n'y a en fait aucun débat sur l'énergie en Suisse et economiesuisse évite de le susciter. Il ne reste que des invectives d'ordre idéologique ou des discussions de boutiquiers du court terme. C'est dommage, au sens littéral de ce terme-là.

Michel de Rougemont

<https://blog.mr-int.ch>

¹ Loi CO₂ en révision, intention d'interdire la vente de véhicules à moteur thermique dès 2035, décrets cantonaux d'urgence (sic) climatique, subventionnement des véhicules électriques et de pompes à chaleur sans disposer du cou-⁹ rant nécessaire, etc.

Défense nationale: où va-t-on?



On construit un environnement nouveau de la défense du pays.

Les politiciens actuels engagent ce dernier, de plus en plus, dans la dépendance avec l'étranger. Ils font fi de notre système de démocratie directe en tentant d'échapper au verdict populaire. Ils redoutent que l'avis populaire contrecarre leur place sur le strapontin européen ou onusien. Chacun sait que, à l'heure actuelle, une

votation ne réserverait que peu de crédit à l'intégration de la Suisse dans l'Union européenne.

Sous le couvert d'exercices militaires avec l'étranger (ce qui en soi n'est pas répréhensible), mais précisément avec ce flou «on est dedans, mais on n'y est pas», on engage petit à petit l'armée et ses miliciens dans la structure otanienne, qui a, depuis sa création, mené des guerres offensives.

Observons que ce flou, entretenu par le politique, sème le désordre dans les rangs: une confusion qui

touche les citoyens engagés de près ou de loin en faveur de la sécurité du pays; un désordre moral, qui, lui, amène des auteurs à se perdre en propositions alimentées par une presse souvent de gauche (comprendre: agissant contre le service militaire); la diffusion d'informations arrangées de telle façon que l'un soit le bien et l'autre le mal absolu; des avis manichéens qui ne tiennent pas compte de la chronologie des événements; des avis qui amènent des gens initialement du même côté à se bagarrer féroce-

ment, à tel point qu'ils sacrifient leur amitié au lieu de considérer leur intérêt propre, leur conviction en faveur de notre défense nationale et la situation dramatique de notre armée.

Toute cela montre, dans notre pays, l'errance des esprits: une carence catastrophique du savoir historique et de la réflexion de ce que nous sommes, des valeurs typiquement helvétiques, celles qui ont fait la prospérité et la stabilité de la Suisse dans le concert des nations d'après-guerre; de la Suisse qui fut une référence et une plate-forme permettant de

régler des conflits et d'assurer la paix comme l'ont fait, jusqu'à présent, les observateurs du cessez-le-feu entre les deux Corées; d'une Suisse qui, discrètement – mais n'est-ce pas là la vraie diplomatie? –, assure les bons offices, toujours en faveur de la paix.

Force est de constater combien, aujourd'hui, notre armée est exposée à ces errements. Hélas, aucun chef militaire, à défaut d'une personne politique douée d'une solide formation historique, n'a la capacité, l'initiative d'assumer l'autorité; pas l'autorité de celui qui tape parce qu'on ne file pas

droit, non, celle d'une personne qui aurait l'aura intellectuelle, l'influence qui permet de cadrer les problèmes et de donner un sens, une direction.

Certainement, à l'heure présente, il est trop tard et, malheureusement, le seul mot d'ordre qui convient est «tenir». Tenir par rapport à l'histoire, par rapport à la cacophonie souvent observée quand le bateau coule, quand l'ennemi est derrière la porte!

François Villard

L'avis de Samantha Cougnard



Salut Mec,

Comme ça fait un bout de temps qu'on s'écrit, enfin que je t'écris, j'ai pensé que ça serait plus cool si j'arrêtais d'être tellement formelle.

Comme tu sais sans doute, le 8 mars, c'est la journée de la femme, et ça c'est chouette. Pendant toute une journée on peut s'occuper que de ce qu'on veut nous les femmes, et du coup on a intégré nos cop(a)in-e-es trans, non-binaires et de genre fluide, parce que nous on est pas rétrogrades et nauséabonds.

Alors je te fais un résumé: comme tout ce qui va mal dans le monde

c'est la faute des hommes parce que vous êtes des brutes et que vous manquez de ma lumineuse clairvoyance, le mieux ça serait que vous arrêtiez de la ramener et que vous laissiez les femmes tout commander.

Vous pourriez continuer à effectuer les travaux pénibles vu que vous êtes plus résistants, mais il faudrait surtout que vous fassiez la moitié de toutes les tâches ménagères et que vous vous occupiez des enfants pendant que nous on fait des activités qui nous permettent de nous réaliser en tant que femmes indépendantes, fortes et super-chouettes.

Bon alors vu que moi je suis lesbienne, ça va faire des histoires à la maison parce qu'on aura pas un homme soumis pour obéir au doigt et à l'œil, mais comme ma

gonzesse et moi on est hypers, on ¹⁰ va s'en sortir.

Pour ce qui est des salaires, il faudrait que tout le monde gagne la même chose, genre beaucoup, comme ça on pourrait travailler moins et avoir plus de temps pour réfléchir à des trucs importants comme le changement climatique et les revendications LGBTQI++.

Bon mec, je te laisse, j'ai mon imbécile d'oncle qui vient manger aujourd'hui. La dernière fois il m'a dit que j'avais l'intelligence d'un bulot et que je lui rappelais sa belle-mère, ma grand-maman Louise. Et ben moi je suis fière de lui ressembler, ça aurait été une grande militante de la cause féminine ma mémé Louise.

Ciao.

Sam